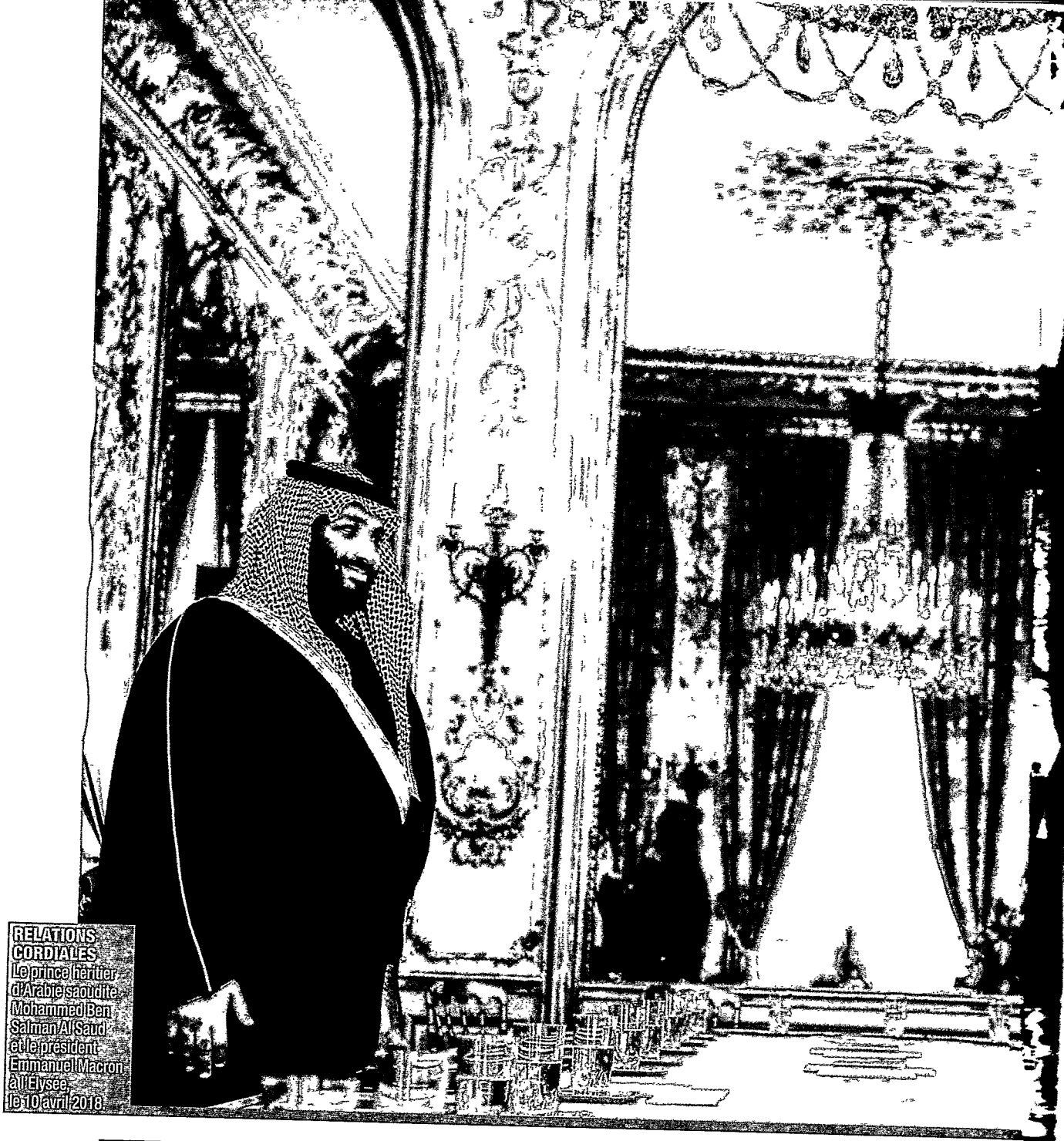
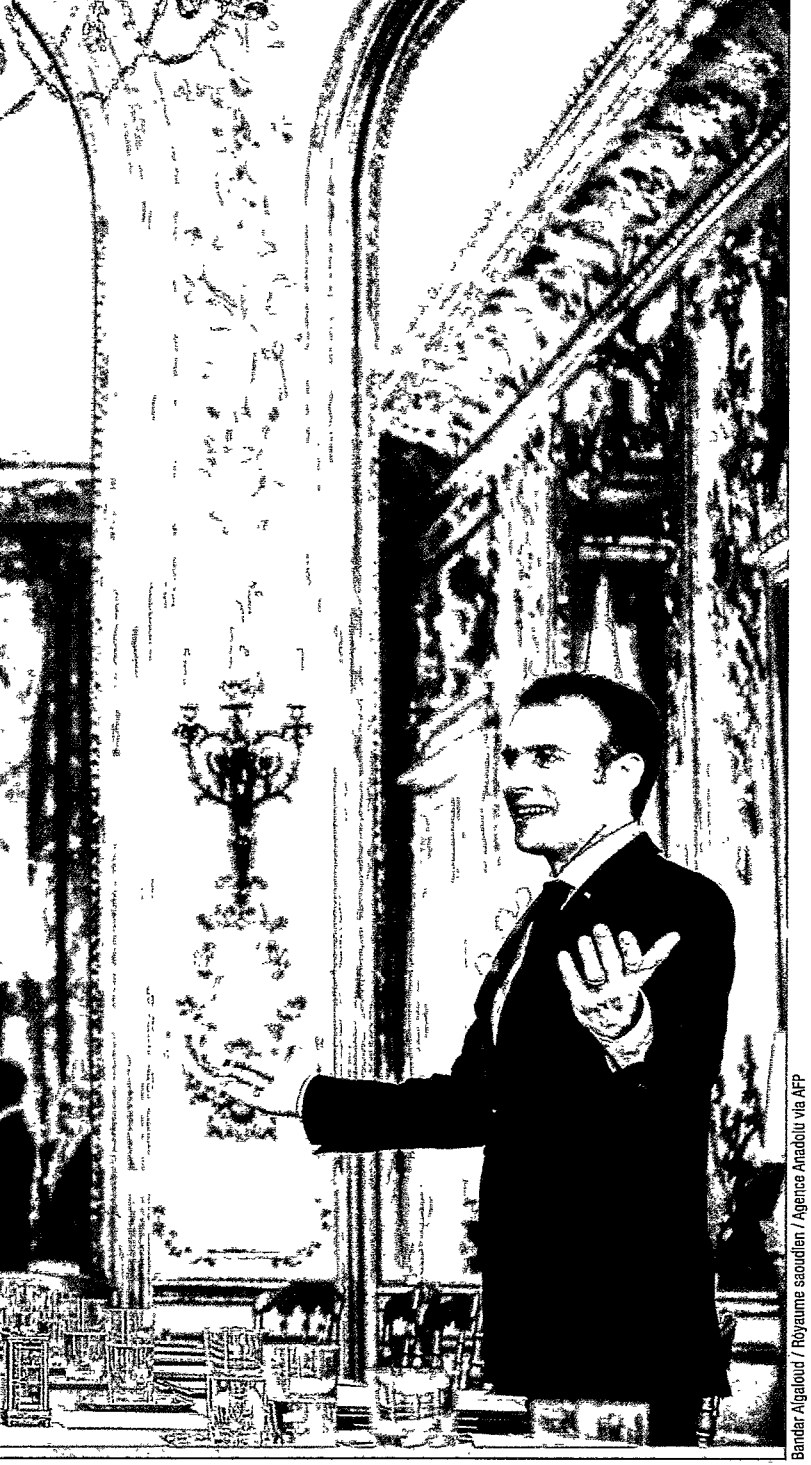


RELATIONS CORDIALES Le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed Ben Salman Al Saud et le président Emmanuel Macron à l'Elysée, le 10 avril 2018.

Le régime s
et ses soutie



Bandar Algaloud / Royaume saoudien / Agence Anadolu via AFP

aoudien ns

Faut-il se méfier de l'Arabie saoudite ? Sûrement pas, répondront de puissants relais du régime de Riyad dans notre pays auxquels s'intéresse le livre dirigé par Pierre Conesa, "le Lobby saoudien en France", qui paraît cette semaine et dont "Marianne" publie des extraits en exclusivité.

PAR STÉPHANE AUBOUARD

Le Lobby saoudien en France, ouvrage collectif dirigé par l'ancien haut fonctionnaire Pierre Conesa atteindra-t-il son but ? Dessiller les yeux de ceux qui, depuis des années, voient dans l'Arabie saoudite un partenaire « normal » de la France. Par le travail croisé de plusieurs chercheurs, ce livre très documenté démonte pièce par pièce la mécanique perverse qui, depuis bien longtemps, entraîne la France et les Français dans des liaisons dangereuses avec le royaume wahhabite. On découvre comment politiques (Hollande, Valls, Sarkozy,...), géants de la communication (Publicis, Havas,...) ou journalistes (Alexandre Adler, Christine Ockrent,...) ont laissé – pour des raisons tant financières, commerciales (avec les ventes d'armes notamment) que clientélistes – entrer le loup salafiste dans la bergerie. Attirés par les pétrodollars du géant du Golfe, tous ont participé de près ou de loin au relookage cool et acceptable de la monarchie des Saoud, un État pourtant plus que trouble depuis les attentats du 11 septembre 2001 (15 Saoudiens étaient parmi les terroristes), et plus récemment du fait de la guerre au Yémen ou de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, dont le prince héritier Mohammed Ben Salman serait le commanditaire. Mais cet attrait pour les mannes saoudiennes a de fâcheux désagréments. Ainsi est dévoilé aux lecteurs comment une idéologie radicale portée par des religieux saoudiens a réussi à infiltrer notre pays. Objectif : neutraliser l'émergence d'un islam de France aussi bien par le financement discret de mosquées – huit depuis 2011 – que par l'exportation et la traduction d'une littérature islamique aux valeurs antirépublicaines affirmées... ■

Le Lobby saoudien en France, de Pierre Conesa, Haoues Seniguer, Sofia Karampali Farhat et Régis Soubrouillard, Denoël, 272 p., 19 €.

L'argent plutôt que la séduction

Le lobby saoudien n'est pas un lobby comme les autres. Son but n'est pas de faire adopter un texte de loi ou d'influencer l'opinion publique. C'est une action d'influence qui veut rester discrète bien qu'agissant dans des domaines de plus en plus variés, sans organisation visiblement identifiable. C'est un système composite dont le but premier a longtemps été qu'on ne parle pas de l'Arabie saoudite. C'est une action de *soft power* au sens où Joseph Nye, le créateur du concept, l'a défini : *le soft power* est la capacité à obtenir ce que vous voulez par la séduction plutôt que par la coercition ou l'argent. Nye insiste ainsi sur le fait que ni la force ni l'argent ne suffisent. On verra toutefois que, la séduction n'étant pas la caractéristique du modèle saoudien, l'argent joue beaucoup dans notre cas. *[...]*

EXERCICE D'ENVERGURE L'opération "Tonnerre du Nord", réalisée en février 2016 par l'Arabie saoudite, avec la participation de 20 pays membres de l'Alliance militaire islamique, avait pour but de "montrer la guerre qu'ils livrent aux terroristes".

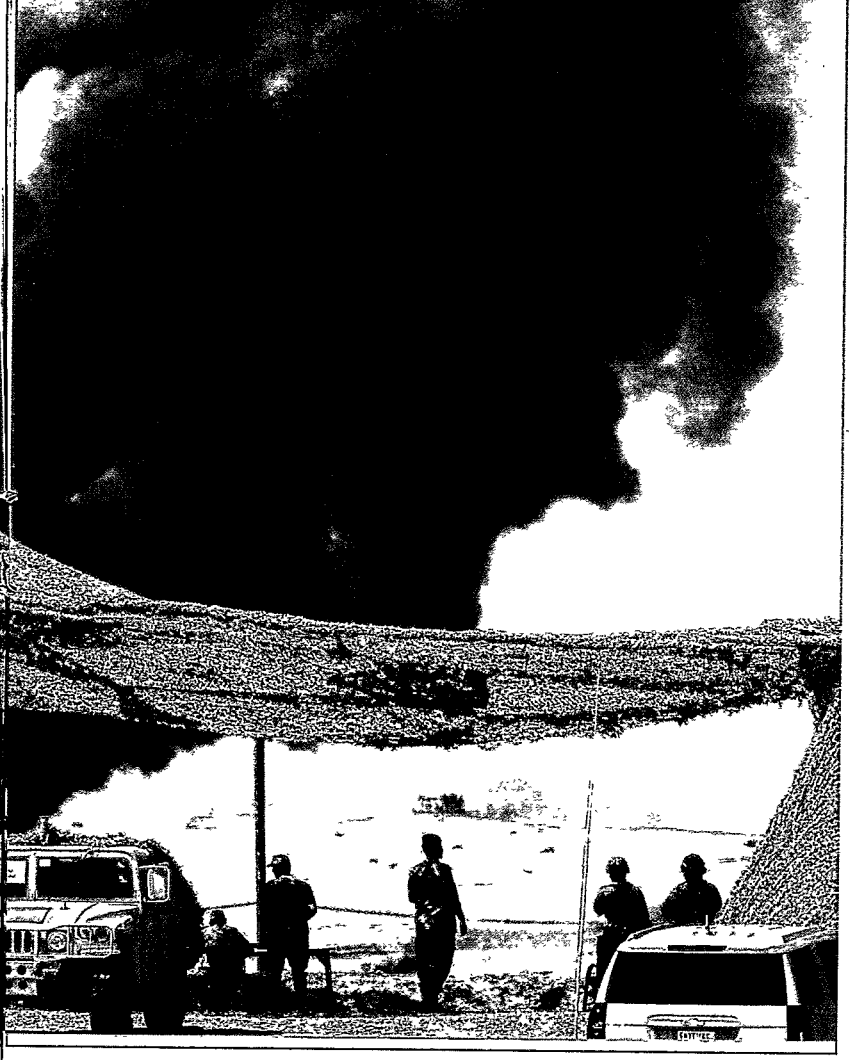
"NOTRE VOCATION est d'aider les réformateurs. On n'épouse pas la cause de nos clients, on les aide à aller dans le bons sens, argue Stéphane Fouks, vice-président d'Havas. Mais comme les avocats, il nous arrive de défendre des coupables."

La grosse com en renfort

À la différence des Qatariens, qui ont fait le choix de conduire eux-mêmes leurs opérations de lobbying, les Saoudiens ont préféré confier la politique de communication aux cinq plus importantes sociétés de conseil internationales : Interpublic, Omnicom, WPP (États-Unis), Publicis et Havas (France). *[...]*

« Confronté à une avalanche de critiques sur son bilan en matière de droits de l'homme, son intervention militaire au Yémen – la frappe du 15 mars 2019 a tué de nombreux civils – ou encore son rôle supposé dans l'essor du djihadisme, le royaume a décidé de réagir », affirme le journal *le Monde* le 25 mars 2016, constatant que Riyad a d'abord fait appel à deux agences : Edile Consulting et Image 7. Cette dernière, agence d'Anne Méaux, a organisé, pour des équipes de télévision, une visite de « Tonnerre du Nord », un exercice militaire conjoint et géant, en février 2016, en Arabie saoudite, avec la participation de vingt pays membres de l'Alliance militaire islamique. *« Les Saoudiens nous ont demandé de faire une opération pour montrer la guerre qu'ils*

Raymond Melgueux / Alpa



Fayez Nureldine / AFP

livrent aux terroristes », explique Anne Méaux au magazine *Challenges*. *« Ils veulent que leur pays soit mieux compris et disent que nos pays ont des cultures différentes et qu'il faut respecter cela. »* Mais cet exercice s'est déroulé bien loin du théâtre yéménite, toujours interdit aux journalistes. À cette époque, l'agence avait également pour tâche de gérer l'image du vice-prince héritier. *[...]*

Un ex-cadre de Publicis – qui a racheté Qorvis en 2014 –, nous a décrit de façon implacable les motivations du géant français : *« Qorvis est une agence extrêmement sulfureuse qui a travaillé pour les pires pays du monde. Ils font le sale boulot quand Publicis n'assume pas. C'est le cas de l'Arabie saoudite [...]. Quand Publicis rachète Qorvis, elle est déjà la principale agence mondiale de l'Arabie saoudite. » [...]*

Qorvis, par contrat signé en juillet 2018, gère plusieurs sites de propagande dont le fonctionnement est anémique : yemenplan.org, arabianow.org, sur YouTube Operation Human Globes of Yemen. Qorvis/MSL Group tente également de contrer les familles des victimes du 11 septembre qui poursuivent l'Arabie saoudite, par exemple en envoyant d'anciens combattants de la guerre du Golfe (tous frais payés) à Washington pour vanter les opérations humanitaires au Yémen, dont les objectifs seraient *« d'améliorer la situation humanitaire yéménite »*, sans dire un mot du blocus ni des bombardements. *[...]*

En août 2018, Stéphane Fouks, le vice-président d'Havas, avait expliqué les motivations de l'agence dans son activité de conseil aux régimes tels que celui de l'Arabie saoudite : *« On assume de faire la communication des États. Notre vocation est d'aider les réformateurs. On n'épouse pas la cause de nos clients, on les aide à aller dans le bon sens. Mais comme les avocats, il nous arrive de défendre des coupables. Les communicants doivent savoir résister à cette bien-pensance qui nous entoure »*, argue-t-il. L'affaire Khashoggi éclatera trois mois plus tard. *[...] « Évidemment que ça complique les choses ! On est restés dans l'idée que même dans les situations imparfaites notre rôle est d'accompagner ceux qui faisaient bouger les lignes plutôt que d'être dans la dénonciation. Notre vocation c'est d'accompagner la transformation du pays. [...] Si cela s'était passé en Iran, on soutiendrait les réformateurs dans leur communication. » [...]*

Des journalistes en relais ?

Parfois l'accompagnement des « réformateurs » peut prendre un tour plus subtil, comme l'a fait remarquer la lettre spécialisée sur le renseignement Intelligence Online lors de la sortie de la biographie de MBS écrite par la journaliste Christine Ockrent, qui siège au conseil d'administration d'Havas. *[...]* Le livre de Christine Ockrent *le Prince mystère de l'Arabie saoudite. Mohammed Ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu,* sort quelques jours à peine après l'assassinat de Jamal Khashoggi, avec une préface rapidement mise à jour. Intelligence Online note que le livre ne *« devrait pas déplaire à Havas »*, également propriété du groupe Vivendi. Livre bien écrit qui se lit aisément, mais n'apporte strictement aucun éclairage nouveau. *[...]*

Alexandre Adler n'hésite pas à prendre sa plume dans FigaroVox le 26 novembre 2018 : « Questions sur l'affaire Khashoggi » : *« [...] Il y a tout d'abord le problème du "testis nullus", du témoignage nécessairement annulé par son caractère unique : on nous l'a répété à l'envi, toutes les révélations bien exactes sur le meurtre commis contre Khashoggi dans l'enceinte du consulat général d'Arabie saoudite à Istanbul ne proviennent que d'une seule source, les services secrets turcs. [...] Reste à déterminer si le prince héritier, que l'on présente volontiers sans preuves comme l'instigateur de ce meurtre, est non seulement impulsif comme l'écrit souvent la presse, mais aussi complètement idiot et adepte de l'improvisation [...]. Tout le reste, bien entendu, demeure purement conjectural, ce qui ne devrait pas empêcher de se poser quelques questions. »* Le 15 novembre 2018, l'Arabie saoudite avait officiellement reconnu l'assassinat dans le consulat saoudien d'Istanbul ; le 17 novembre, ➤

> la CIA désignait nommément MBS, ce qui n'avait visiblement pas convaincu notre bonimenteur. *[...]*

Le PDG du magazine *Valeurs actuelles*, Iskandar Safa, a pu profiter lui aussi des opportunités saoudiennes. *[...]* Iskandar Safa, dont les conseils en communication sont assurés par le cabinet Image 7, est connu en Arabie saoudite, où il a dirigé un chantier d'aérodrome militaire dans les années 1980 avant de travailler pour le prince saoudien Metaab bin Abdullah bin Abdulaziz al-Saoud, chargé du redressement de la chaîne hôtelière Novapark. Mais ses réseaux saoudiens semblent faire partie des victimes de la purge orchestrée par MBS lors de sa prise de pouvoir. *[...]*

Les décideurs politiques, des cibles faciles

Lorsque je reçois un ministre français et que je prononce le mot magique Miksa [nom d'un colossal projet de protection des frontières saoudiennes], je vois ses yeux briller et je peux tout lui faire gober », avait dit le prince Nayef. Le contrat estimé à 7 milliards de dollars a été signé en 2009 après seize ans de négociations et l'appui constant et efficace de Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, et de son homologue saoudien, le prince Nayef ben Abdelaziz al-Saoud. La stratégie de l'effet d'annonce et de la lettre d'intention est commune à tous les relevés de conclusions de visites officielles en Arabie saoudite : exemple, le partenariat stratégique annoncé lors de la visite officielle de François Hollande, le 29 décembre 2013 à Riyad, sur les investissements saoudiens en France, pour faire pendant au projet identique annoncé par Sarkozy avec le Qatar, couvrait le ferroviaire, les crédits à l'exportation et les nouvelles technologies. *[...]*

En janvier 2015, Manuel Valls, Premier ministre français, accusait *« le salafisme »* dans l'attaque contre *Charlie Hebdo*. Quelques mois plus tard, il annonçait pourtant 10 milliards de dollars de projets de contrats lors de sa visite à Riyad : une dizaine d'A380 d'Airbus, 30 patrouilleurs du chantier naval normand CMN, des satellites d'observation, des systèmes de gestion des eaux de Veolia, et même la création d'un fonds saoudien de 2 milliards d'euros pour financer les PME et ETI françaises. *[...]*

Le président Sarkozy, qui, lors de son quinquennat, a tissé des liens étroits avec l'émir du Qatar, est devenu un défenseur de MBS depuis sa retraite. En 2017, il participait au Future Investment Initiative et avait alors été reçu par MBS. Nicolas Sarkozy est membre du conseil d'administration du groupe Accor, dirigé par Sébastien Bazin, le premier opérateur hôtelier du royaume. Dans un entretien donné au *Point* en novembre 2018, après le meurtre de Jamal Khashoggi, l'ancien président français s'était limité à dire : *« Ce n'est pas le MBS que je connais ! » [...]*

Fayez Nureldine / AFP

DÉFENSEUR "Ce n'est pas le MBS que je connais !", a déclaré Nicolas Sarkozy, en novembre 2018, après le meurtre de Jamal Khashoggi. Ci-contre, à la conférence Future Investment Initiative, à Riyad, le 26 octobre 2017.

LA STRATÉGIE diplomatique turque a obligé l'Arabie à reconnaître sa responsabilité dans l'affaire du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi. Ci-dessus, manifestation devant le consulat d'Arabie saoudite, à Istanbul, le 25 octobre 2018.

L'islam radical avance ses pions en France

L'Arabie saoudite a activement contribué, dès les années 1950, à promouvoir et à subventionner une littérature religieuse via d'innombrables traductions publiées par des maisons d'édition du royaume. *[...]* Cela se fait en grande partie par les traductions du Coran labellisées par les autorités religieuses saoudiennes, diffusées gratuitement dans les mosquées françaises, et présentées comme les seules acceptables. *[...]* D'autres auteurs beaucoup plus contemporains fournissent le credo de l'aspirant néowahhabite. C'est le cas du livre intitulé *le Dogme du monothéisme*, du cheikh saoudien Salih al-Fawzan, consacré à la manière de vouer un culte exclusif à Dieu. *[...]* Al-Fawzan annonce que *« l'appartenance aux doctrines athées telles que le communisme, la laïcité, le capitalisme et autres doctrines prônant la mécréance est un renoncement à l'islam. Si l'adepte de l'une de ces doctrines revendique en même temps l'islam, ceci est considéré comme de l'hypocrisie ». [...]*

Sur la laïcité, un cheikh d'origine éthiopienne, installé en Arabie et diplômé de l'université de Riyad, s'exprime en ces termes : *« La laïcité a deux visages : la démocratie est le visage politique pour la laïcité, comprenez-le bien ! Le socialisme est le visage économique pour la laïcité. Elle est la mère de l'impureté ; la laïcité est la mère des impuretés ! Elle est une mécréance ! » [...]*

Le rapport « La fabrique de l'islamisme », de Hakim el-Karoui, va plus loin et parle de la *« wahhabisation de l'islam de France »*. L'auteur pointe l'influence prépondérante de télécoranistes saoudiens dans la propagation d'un message musulman rigoriste, à travers cinq personnalités wahhabites cumulant des millions d'abonnés sur les réseaux sociaux. Certains ont plus d'abonnés que le dalaï-lama et le pape et à peine moins que Donald Trump. *[...]*

à voir sur MARIANNE tv
L'interview de Pierre Conesa.

La couardise de Paris dans l'affaire Khashoggi

L'affaire Khashoggi est une bombe à fragmentation qui explose différemment selon les espaces : la stratégie diplomatique turque a obligé l'Arabie à reconnaître la responsabilité de ses équipes en promettant de les punir. Le président Trump avait blanchi MBS et choisi de relancer la tension avec Téhéran, en partie pour soulager Riyad. L'arrivée de Joe Biden rouvre le dossier. C'est en France que l'affaire a le plus de chances de s'éteindre. La présence auprès du président de la République, comme du Premier ministre, de certains acteurs des sociétés françaises qui ont soutenu le lobby saoudien, laisse penser que Riyad peut ne pas s'inquiéter. La société Publicis joue le rôle central dans le lobbying de l'Arabie saoudite et n'a aucune intention de prendre quelque distance que ce soit à l'égard de Riyad *[...]*. ■